

SOISY-SOUS-MONTMORENCY

Débat sur l'Avenue du Parisis : les contre haussent le ton

La soirée de concertation sur l'Avenue du Parisis a tourné à l'avantage des opposants au projet, face à des élus déconcertés.

Quatre cents personnes, en majorité contre le prolongement de l'axe routier, se sont rendues en masse, mardi soir à la réunion publique. Les opposants du tracé ont tenu les débats toute la soirée, alors que les partisans étaient silencieux ou inexistantes. Face à eux, les élus semblaient décontenancés par des habitants plus mobilisés que ceux de la Plaine de France, lors des concertations du printemps. Seul Luc Strehaiano, pourtant conseiller-général, favorable à la réalisation, a su s'effacer, en restant dans son rôle de maire de la ville. « C'est au projet de s'adapter à Soisy et non pas à Soisy de s'adapter à la route. (...) Nous ne pouvons pas appuyer ce projet sans assurance qu'il répond aux exigences de la ville », a-t-il notamment déclaré, en présence d'Arnaud Bazin, président du Conseil général, venu pour la première fois assister aux débats. Après une présentation technique de trois quarts d'heure, les discussions se sont ouvertes autour du financement de la route. « Qui va payer ? Les impôts fonciers du département ont augmenté de 19,86 %, est-ce sérieux de faire cette route ? », interrogeait un membre du collectif Vivre sans BIP. « Le financement de l'Avenue du Parisis n'est pas à la portée du seul Département. La Région doit l'accompagner comme l'État », a rétorqué, le président du Conseil général. « La Région a déjà dit



Arguments à l'appui les opposants au tracé routier, à travers la Vallée de Montmorency, ont très largement occupé les débats.

qu'elle ne financerait pas », lançait François Delcombre, élu écologiste de Soisy. « Je peux faire évoluer les choses », reprenait Arnaud Bazin. « On s'en fiche du financement, à l'arrivée c'est toujours le même porte-monnaie, c'est nos impôts ! », rétorquait le membre du collectif d'opposants.

La concertation au point mort

Philippe Sueur, conseiller général en charge des routes, a tenté de défendre le projet. « Nous avons un devoir de ne pas fermer le dossier (...) les réserves foncières sont là »,

a-t-il rappelé, sans pour autant convaincre. « Cherchez des solutions alternatives au lieu de rajouter du trafic. Tous les matins, l'accès à l'A15 est bouché depuis Soisy et demain ce sera depuis Groslay. Cette avenue, c'est une bretelle d'autoroute entre l'A15 et l'A1 », résumait un habitant. Jean-Claude Poutoux, directeur général chargé de l'Aménagement du territoire au Conseil général, tenta, maladroitement, de convaincre l'assistance : « Cet axe A15-A1 est vrai, mais on peut y mettre des verrous, pour que ce tracé ne soit pas attractif. » « Une route qui ne soit pas attractive, Y'a comme un

paradoxe, dans ce que vous dites », relevait un riverain de Deuil. « L'A15 et l'A16 sont les autoroutes du marché de la drogue de Paris aux Pays-Bas. Demain, le BIP, ce sera un nouvel axe pour les dealers », allait jusqu'à s'inquiéter une habitante de Deuil. « Vous annoncez dix ans de travaux, c'est insupportable », s'indignait une riveraine du tracé. « C'est une route illégale au point de vue du code de l'environnement », affirmait une écologiste. « Il y aura trois autres réunions, nous tenterons d'apporter de nouveaux éléments », déclarait, en conclusion de la soirée, le président du Conseil général.

« Vous bottez en tôle », lâchait un homme de la salle. La concertation était un point mort.

Fabrice

Repères

Les prochaines réunions publiques se dérouleront :

- Jeudi 11 octobre, 20 heures, à la salle des fêtes de Montmorency
- Mardi 16 octobre, 20 heures, à la salle des fêtes de Groslay
- Mardi 13 novembre, 20 heures, à la salle des fêtes de Deuil-la-Frénaye

À SOISY, LA RÉUNION A DONNÉ LE TON...

Les anti-Bip font chauffer le débat !

Page 17

